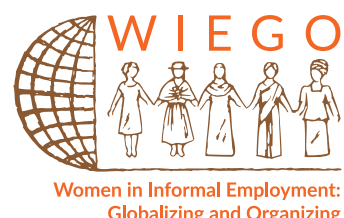


# Manifeste commun de

**Manifeste commun de WSM,  
INSP!R, WIEGO, RIPESS et ANMC<sup>1</sup>**

**Pour une Économie Sociale  
et Solidaire garantissant le  
Travail Dégcent, la Protection  
Sociale et les Soins pour  
toutes et tous**

<sup>1</sup>Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes (Belgique)



**Amb la col·laboració:**





## Préambule

Dans le cadre du Forum mondial de l'Économie Sociale et Solidaire 2025, les réseaux INSP!R, RIPESS, WIEGO, ainsi que WSM et ANMC, unissent leurs voix dans un manifeste commun. Nous sommes animés par une conviction partagée : **l'Économie Sociale et Solidaire (ESS)** constitue une voie stratégique pour atteindre la justice sociale, le travail décent, la protection sociale universelle et la durabilité de la vie.

Face aux inégalités et à la précarité qui touchent des millions de travailleuses et travailleurs – en particulier celles et ceux qui exercent dans l'économie informelle – l'ESS représente une alternative structurelle au modèle économique dominant.

## Notre vision partagée



Une société où toutes les personnes ont droit à des moyens de subsistance dignes, à une protection sociale intégrale et à des soins de qualité, grâce à des systèmes économiques démocratiques, inclusifs et durables, dans lesquels les entités de **l'ESS** (coopératives, associations, mutuelles, entre autres) sont des acteurs centraux du changement.



## Principes communs

**Centralité des travailleuses et travailleurs:** reconnaissance pleine et entière des personnes exerçant dans l'économie informelle comme sujets de droits et acteurs politiques.

**Universalité et équité:** accès effectif au travail décent, à la protection sociale et aux soins tout au long du cycle de vie, sans discrimination de genre, de classe, d'âge, d'origine ethnique ou de nationalité.

**Démocratie économique:** gestion collective et participation effective des entités de l'ESS.

**Coresponsabilité sociale du soin:** reconnaissance et redistribution du travail de soin, rémunéré ou non, en tant que bien public et droit humain.

**Transition socio-écologique juste:** production et consommation durables, renforçant la résilience communautaire et le respect de la vie.

# Trois axes de transformation

## 1. De l'informalité au travail décent

Dans un monde où plus de la moitié de la main-d'œuvre – 58 % selon l'OIT (2024) – travaille dans l'économie informelle, **l'ESS** agit comme un pont vers le travail décent.

Ses entités collectives permettent d'accéder à des revenus décents, à des conditions de travail sûres, à une protection sociale partielle ou complète, ainsi qu'à une représentation face à l'État.

Des exemples en Amérique latine, en Afrique et en Asie démontrent que l'organisation collective génère un véritable pouvoir politique et transforme les relations de travail.

De plus, les entités de l'ESS développent des solutions autogérées en matière de santé, d'éducation et de soins, créant des environnements de travail centrés sur les personnes et leurs territoires.

## 2. Protection sociale universelle et accès à la santé

**L'ESS** contribue à garantir la protection sociale en tant que droit humain fondamental. Selon le Rapport mondial de l'OIT sur la protection sociale 2024-2026, seulement 52,4 % de la population mondiale bénéficiait d'au moins une prestation de protection sociale en 2024.

Dans les contextes où les systèmes publics sont absents ou insuffisants, les mutuelles, coopératives et associations conçoivent des solutions adaptées permettant l'accès à des systèmes de protection sociale – publics ou communautaires – et à des services de santé.

Pour consolider cette fonction, il est nécessaire de mettre en place des cadres juridiques, fiscaux et financiers favorables, une participation institutionnalisée à l'élaboration des politiques publiques et une coopération internationale solidaire.



### 3. Soins et durabilité de la vie

Le travail de soin soutient la vie, mais il demeure invisible et fortement féminisé. L'ESS impulse un changement systémique en reconnaissant le soin comme un bien public et un droit universel, remettant en cause la logique extractiviste du capitalisme. Elle promeut des modèles communautaires de soins fondés sur la participation démocratique, la solidarité et l'égalité de genre.

Les entités créées par les travailleuses et travailleurs de l'ESS – qu'il s'agisse d'associations, de coopératives ou de collectifs formels ou informels de travailleuses domestiques, de réseaux d'entraide mutuelle ou d'initiatives territoriales de soins – illustrent le potentiel transformateur de l'ESS dans la construction d'une économie du soin plus juste et durable.

Renforcer ces modèles implique de reconnaître l'ESS comme un acteur clé dans la construction des systèmes nationaux de soins et dans la transformation culturelle nécessaire à la durabilité de la vie.

À cet égard, il convient de promouvoir la ratification et la mise en œuvre des normes internationales du travail relatives à l'économie du soin, y compris toutes les conventions fondamentales, ainsi que de rendre visibles les constitutions nationales qui reconnaissent le travail domestique non rémunéré.



#### Appel à l'action

**Nous appelons les gouvernements, les organisations multilatérales, les autorités locales, les mouvements sociaux et les citoyen·nes à renforcer l'ESS comme pilier du développement inclusif**, en créant des contextes juridiques, économiques et sociaux favorables à son potentiel de transition vers le travail décent pour les organisations de travailleuses et travailleurs de l'économie informelle.

## Nos revendications

Droits du travail, protection sociale universelle et systèmes publics de soins.

Politiques publiques intégrées liant la transition vers la formalisation de l'emploi à la garantie des droits, de la protection sociale universelle et des systèmes de soins.

Lois-cadres sur l'ESS, assorties d'une institutionnalisation et de budgets dédiés, établissant des contextes normatifs et juridiques habilitants pour libérer pleinement le potentiel de l'ESS dans la transition vers le travail décent.

Achats publics responsables, qui priorisent et promeuvent les entités de l'ESS.

Participation effective des réseaux et mouvements de travailleuses et travailleurs organisés au sein de l'ESS dans la gouvernance des politiques du travail et sociales.

## Engagement commun

En tant que réseaux et acteurs d'envergure mondiale et régionale, **WSM, ANMC, INSP!R, RIPESS et WIEGO** s'engagent à:



- Promouvoir un plaidoyer conjoint dans les agendas nationaux et internationaux.
- Renforcer la recherche-action participative sur **l'ESS**, le travail décent, la protection sociale et les soins, ainsi que les programmes d'éducation et de formation adaptés aux cadres institutionnels.
- Encourager les alliances territoriales consolidant des écosystèmes inclusifs **l'ESS**.
- Diffuser une narration partagée mettant en lumière la valeur sociale et transformatrice de **l'ESS**.

**L'Économie Sociale et Solidaire n'est pas un secteur marginal:** elle constitue le fondement d'une nouvelle économie centrée sur les personnes, la justice et la durabilité de la vie.



## Présentation des réseaux

**WIEGO** (Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing) est un réseau mondial dédié à la promotion du travail décent pour les personnes en emploi informel, en mettant particulièrement l'accent sur les femmes. Son action combine recherche, plaidoyer politique et renforcement organisationnel. À travers ces efforts, WIEGO relie mouvements de travailleuses et travailleurs, chercheur·es et allié·es stratégiques pour faire progresser les droits du travail, la protection sociale et la reconnaissance économique.

**RIPeSS Intercontinental** (Réseau intercontinental de promotion de l'Économie Sociale et Solidaire) est un réseau mondial qui articule mouvements, réseaux et organisations de l'ESS sur les cinq continents. Il promeut des modèles économiques démocratiques, solidaires et durables, centrés sur les personnes et orientés vers le bien commun. Son action se concentre sur le plaidoyer global, l'échange de connaissances et le renforcement des réseaux régionaux afin de consolider une économie solidaire transformatrice.

**WSM** (We Social Movements) est un réseau international de solidarité composé de mouvements sociaux, de syndicats et d'organisations de base. Il soutient des processus visant la justice sociale, le travail décent et la protection sociale universelle, par la coopération, la formation et l'action collective. Sa mission est de renforcer le pouvoir collectif des travailleuses et travailleurs dans le monde entier, en impulsant des **transformations structurelles pour plus d'équité et de dignité au travail.**

**INSP!R** (International Network for Social Protection Rights) est un réseau mondial qui promeut le droit humain à la protection sociale universelle, en portant une attention particulière aux femmes, aux jeunes et aux travailleurs de l'économie informelle. Il agit à travers des alliances entre mouvements sociaux, syndicats et organisations de la société civile en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe, afin d'influencer les politiques nationales, régionales et internationales. Il défend une approche fondée sur les droits, intégrant la perspective du cycle de vie et la durabilité financière des systèmes de protection sociale, tout en articulant acteurs publics, secteur privé et société civile.

**Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes** (ANMC) est l'union nationale belge des mutualités d'inspiration chrétienne-catholique, regroupant diverses mutualités régionales et représentant des millions d'affilié·es. Sa mission est de garantir la protection sociale – à travers l'assurance maladie, les prestations et les services solidaires – dans un cadre d'équité et de cohésion sociale, en renforçant les valeurs de solidarité et d'entraide mutuelle qui caractérisent le mouvement mutualiste belge.



Amb la col·laboració:

